



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 392

7 mai 2015

Journée internationale des travailleuses et des travailleurs Une mobilisation plus que réussie

Cette année, à l'occasion de la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, des dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées pour résister aux politiques d'austérité du gouvernement du Québec. En effet, pas loin de 1000 organisations communautaires, étudiantes, féministes et syndicales ont organisé des actions à la grandeur du Québec.

Très tôt le matin, au coin des rues ou sur son fil d'actualité Facebook, on pouvait déjà voir des groupes faire du piquetage ou tenir des « zones de grève », et d'autres bloquer une partie d'autoroute, l'entrée d'une banque ou un chantier de construction. L'objectif de ces actions était de montrer qu'il y a de la grogne partout au Québec, et que la mobilisation ne s'essouffle pas !



photo : Mathieu Goulet



photo : Mathieu Goulet

De son côté, l'équipe du Collectif a installé, la veille au soir, une dizaine de pancartes sur des monuments et des statues dans les quartiers centraux de la Ville de Québec. Sur ces pancartes, en forme de bulle, on pouvait lire : « Je me joins au mouvement NON à l'austérité ! 1^{er} mai en grève ». L'équipe a de plus fait la grève toute la journée et s'est jointe aux différentes actions de Québec, en plus de prêter main-forte à la manifestation du soir.

Dans tous les cas, nous pouvons tirer une grande fierté de cette large mobilisation des mouvements sociaux, de même que du travail accompli pour y arriver. Il s'agit là d'une belle suite à toutes les actions qui ont eu lieu depuis l'été dernier. Des actions de masse qui devront être de plus en plus nombreuses pour faire plier ce gouvernement néolibéral.

NON à l'austérité, OUI à la redistribution de la richesse !

Pour souligner la 42^e Semaine de la dignité des personnes assistées sociales, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec a tenu, ce mercredi, un rassemblement devant les bureaux du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale à Québec. Les personnes présentes ont ensuite entrepris une marche de solidarité, qui les a menés devant l'hôtel du Parlement. Comme le thème de l'événement était *En route vers un revenu social universel garanti*, le Collectif donne la parole au Front commun pour qu'il nous explique ce qu'il entend par « revenu social universel garanti ».

Semaine de la dignité des personnes assistées sociales du Québec En route vers le Revenu social universel garanti !

L'idée principale derrière un revenu social universel garanti¹ (RSUG) est de reconnaître les diverses formes de contribution citoyenne : le bénévolat, les proches aidant(e)s, l'éducation des enfants, etc. Cette contribution est énorme pour une société puisque la valeur du travail sans salaire au Canada équivaut à 33 % du produit intérieur brut (PIB).

Le RSUG, c'est un élément central de la plate-forme de revendications à long terme que le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) s'est donné en juin 1996. Cela faisait suite à une recherche importante menée par deux chercheurs de l'Université de Montréal,

... suite à la page 2

suite de la page 1...

conjointement avec le FCPASQ, et qui en arrivait à la conclusion que les personnes assistées sociales étaient victimes de cinq barrières à l'exercice de leur pleine citoyenneté, soit :

La pauvreté. Causée par des prestations d'aide sociale trop basses, la pauvreté empêche les personnes assistées sociales de satisfaire leurs besoins essentiels².

La discrimination. C'est le résultat de préjugés généralisés.

Le système de sécurité du revenu (c'est-à-dire la Loi, les règlements, les normes et les agents). Sa pratique principale consiste d'abord et avant tout à contrôler et à humilier les personnes et à pénaliser les personnes faisant preuve de débrouillardise et d'autonomie (par ex., pénalité pour partage du logement, imposition des gains de travail à 100 % au-delà des gains permis, refus de soutenir les personnes ayant leur propre projet de formation, etc.).

Le marché du travail. Celui-ci est incapable de fournir des emplois satisfaisants à tous et à toutes et il ne tient pas compte des limites et des capacités réelles des personnes.

La formation. La difficulté d'avoir accès à des formations qualifiantes qui répondent aux besoins et aux désirs des personnes, et qui respectent leur rythme d'apprentissage.



Si on résume en d'autres mots les conclusions de cette étude, nous constatons que les personnes assistées sociales étaient victimes d'un régime d'apartheid économique, politique et social les privant de leur pleine citoyenneté. La plate-forme de revendications à long terme que nous avons adoptée en juin 1996 visait à mettre fin à cet apartheid et à faire reconnaître notre droit à la pleine citoyenneté. Voilà pourquoi, dès cette époque, nous adoptons l'idée d'un revenu social garanti³.

Le RSUG se base sur le droit à un revenu qui garantit les conditions pour vivre dans la dignité, incluant la couverture des besoins, sans lesquels

on ne peut survivre. Ces besoins essentiels, tels que reconnus par le gouvernement, sont l'alimentation, le logement, les produits d'entretien ménager, les produits de soins personnels, les communications, l'habillement, l'ameublement, le transport et les loisirs. La mise en place du RSUG permettrait non seulement une autonomie des personnes sur le



plan financier, mais sortirait les ex-prestataires de la relation destructrice avec le système de sécurité du revenu, qui serait aboli.

Mais en plus de l'essentiel, le RSUG tient aussi compte de ce qui est « vital », c'est-à-dire tout ce qui procure une qualité de vie satisfaisante. Un accès à des services publics gratuits et de qualité : des soins de santé adaptés, l'école selon nos besoins et nos aspirations, une protection contre la perte d'un emploi, des places en garderie pour les familles, etc. Mais aussi un vrai accès à la culture, pour enrichir notre esprit selon nos intérêts. Le RSUG reprend en cela la vieille revendication ouvrière qui réclame « du pain et des roses », parce que nous avons le droit de vivre, mais aussi de rêver.

Le RSUG s'attaque à sa façon aux préjugés qui entraînent la discrimination. Comme il est universel, donc distribué à toutes et à tous, il n'y a plus l'étiquette de « personne assistée sociale » d'un côté et l'étiquette de « travailleuse » ou « travailleur » de l'autre. De plus, en libérant les personnes pauvres de la précarité durable, il libère aussi l'initiative et la créativité de ces personnes, qui n'ont plus à être entièrement au service de la course à la survie. On peut alors travailler selon nos capacités à des projets personnels, que ce soit un projet entrepreneurial ou une création artistique, et réaliser pleinement notre potentiel humain tout en contribuant de façon significative à la société.

Voilà pourquoi, depuis 1996, le FCPASQ est en route vers le Revenu social universel garanti.

Texte rédigé par la permanence du FCPASQ

¹ Aussi appelé « revenu de base », « revenu de citoyenneté », « revenu minimum », etc.

² Cette insuffisance des prestations est elle-même le résultat d'un choix politique de nos dirigeants. Le but : garder un écart suffisant entre le salaire minimum et l'aide sociale, pour inciter les personnes assistées sociales à aller travailler. Peu importe si les besoins essentiels sont des droits qui sont inscrits dans des ententes internationales signées par nos gouvernements.

³ Le mot « universel » a été ajouté à la revendication lors du congrès qui se termina en 2002.



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca